



Communiqué de presse

Bagnolet le, 4 mars 2024

---

**Soutien à la mobilisation des personnels de Seine-Saint-Denis  
contre le « choc des savoirs » :  
un plan d'urgence pour l'école publique dans le 93**

L'ensemble de la FSU soutient l'intersyndicale départementale de Seine-Saint-Denis FSU - CGT Éduc'Action – Sud éducation – CNT qui a construit depuis novembre 2023 un plan d'urgence pour l'éducation dans le 93, ainsi que les mobilisations d'ampleur engagées depuis le 26 février pour obtenir sa mise en oeuvre.

Un état des lieux a été réalisé avec les personnels des écoles et établissements recensant le manque de moyens humains, l'état du bâti et les conséquences des injonctions pédagogiques sur les conditions de travail des personnels, qui entraînent une dégradation des conditions d'apprentissage des élèves de Seine-Saint-Denis et une véritable ségrégation sociale et spatiale.

Ce constat alarmant a débouché sur l'exigence d'investissements massifs dans un plan d'urgence pour l'école publique. Il a été présenté à la presse fin décembre 2023 et envoyé au ministre de l'Éducation nationale, Gabriel Attal, qui ne l'a visiblement pas emmené avec lui à Matignon.

En plus d'être le département le plus pauvre de l'Hexagone, la Seine-Saint-Denis souffre d'un désinvestissement chronique dans le service public en général et dans celui de l'éducation en particulier. Le rapport parlementaire n°1014 rédigé par les députés François Cornut-Gentille et Rodrigue Kokouendo (31 mai 2018) attestait de la rupture d'égalité républicaine qui a cours dans le 93. Publié le 30 novembre 2023, le rapport parlementaire n°1938 des députés Christine Decodts et Stéphane Peu confirme que, malgré le plan « *État fort en Seine-Saint-Denis* » lancé par le gouvernement en 2019, cette rupture d'égalité perdure.

Après une forte mobilisation dans le département les 1<sup>er</sup> et 6 février contre les mesures liées au « *choc des savoirs* », l'intersyndicale départementale FSU - CGT Éduc'Action – Sud éducation – CNT a appelé les collègues à entrer en grève dès le lundi 26 février, jour de la rentrée scolaire. Ce fut un succès avec 40 % de grévistes et une reconduction votée pour le lendemain lors d'une Assemblée Générale regroupant plus de 200 personnels.

.../...

Après cette semaine de forte mobilisation, l'intersyndicale a lancé un appel à des grèves massives le 7 mars ainsi que le 8 mars, jour de la grève féministe.

Une manifestation en direction du ministère est organisée jeudi 7 mars et la nouvelle ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Nicole Belloubet, interrogée à l'Assemblée Nationale, dit elle-même comprendre que « *les singularités auxquelles vous avez à faire face nécessitent des réponses singulières* ». Elle doit donc recevoir et entendre les revendications *singulières* contenues dans le plan d'urgence construit par l'intersyndicale départementale FSU - CGT Educ'Action – Sud éducation – CNT.

L'ensemble de la FSU soutiendra et appuiera toutes les initiatives et mobilisations qui permettront d'obtenir la mise en œuvre des mesures *singulières* contenues dans ce plan d'urgence pour l'éducation dans le 93.